
COMMUNIQUE DE PRESSE

11/07/2013

40 % des entreprises de taille intermédiaire anticipent une hausse de leur activité en 2013

Innovation et internationalisation sont les facteurs clés du succès

La troisième enquête annuelle de conjoncture a été réalisée en mars 2013, conjointement par la DGCIS et Bpifrance, auprès de 587 entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales.

Activité

En mars 2013, les ETI manifestent un optimisme modéré s'agissant de l'évolution de leur activité. La stagnation de l'économie française et la persistance des difficultés économiques européennes expliquent des prévisions de croissance pour 2013 en retrait sensible par rapport à 2011 et 2012. Le ralentissement des affaires affecte davantage l'industrie et la construction que les services.

40% anticipent une progression de leur activité et 19% une diminution, à comparer respectivement à 46% et 14 % en 2012 et 56% et 7 % en 2011.

Celles dont l'activité est fortement tournée vers l'international, en particulier hors Union européenne, sont nettement moins affectées que les autres par ce climat économique. Elles sont aussi les plus innovantes, ce qui confirme les liens étroits entre innovation et conquête des marchés extérieurs. Les ETI innovantes réalisent en moyenne 20% de leur activité à l'international, soit près de trois fois plus que les « non innovantes ».

Emploi

Le rythme de création d'emplois nouveaux par les ETI se ralentit en France. En revanche, il s'accélère de façon sensible à l'étranger, là où se trouvent les marchés les plus porteurs. Ainsi, 26% des ETI prévoient d'augmenter leurs effectifs en France et 20% pensent les réduire. Ces chiffres étaient respectivement de 32% et 12% en 2012 et 34% et 11% en 2011.

Croissance externe

La croissance externe demeure dynamique, un quart des ETI ont créé au moins une filiale en 2012 et les projets pour 2013 sont en hausse : 27% envisagent de créer au moins une filiale dans l'année contre 22% en 2012.

27% des ETI ont également pris des participations dans d'autres entreprises en 2012 et 1/3 envisagent de le faire en 2013. 34% des ETI disposent d'une ou plusieurs implantations à l'international, de production ou de distribution.

A court terme, 16% des entreprises ont au moins un projet ferme de création de filiale ou de co-entreprise à l'étranger, soit une hausse de 2 points par rapport à 2012.

L'investissement

L'ensemble des investissements de croissance interne et externe réalisés l'an dernier ont été financés à 52% en moyenne par autofinancement et à 44% par recours à l'endettement et au crédit bancaire, sans changement par rapport aux deux années précédentes.

Cependant, pour 2013, du fait d'une légère contraction des trésoreries en 2012 et des inquiétudes sur les mois à venir, les ETI souhaitent simplement maintenir le volume des investissements autofinancés et recourir un peu plus à l'endettement et aux concours bancaires.

Situation financière

Enfin, après avoir connu une situation financière le plus souvent satisfaisante en 2012, les ETI anticipent des tensions de trésorerie cette année et sont assez pessimistes. 70 % d'entre elles indiquent néanmoins avoir eu un accès aisé aux concours bancaires pour financer leurs besoins d'investissement ou de trésorerie. Pour 2013, 24% anticipent une dégradation, contre 10% une amélioration, à comparer à 22% et 15% en 2012.

Ainsi, les ETI nationales se déclarent freinées dans leur développement par une diminution de leurs marges d'exploitation, plus que par les difficultés d'accès au crédit. Six ETI sur dix jugent que la réduction des marges est un frein important pour leur développement.

Bpifrance accompagne le développement des ETI

Près d'une ETI française sur quatre a été financée par Bpifrance en 2012, soit 990 ETI totalisant 396 000 emplois qui ont bénéficié de 2,8 Md€ de financement.

- 21 % d'entre elles ont bénéficié d'une aide à l'innovation via les dispositifs de soutien aux projets collaboratifs (ISI et FUI).
- 17 % sont des entreprises de croissance. Elles ont été financées via un dispositif mezzanine déployé dans le cadre des investissements d'avenir (Contrat de développement participatif ou prêts verts).
- 22 % ont été soutenues via un cofinancement.
- 31 % d'entre elles sont des entreprises fragilisées par la crise. Elles ont mobilisé leurs créances client auprès de Bpifrance pour soulager leur trésorerie.

Quelle stratégie pour plus d'ETI ?

Dans les secteurs nouveaux à forte intensité technologique : renforcer l'éco-système technologique français, soutenir l'entrepreneuriat et financer l'amorçage des entreprises technologiques.

Dans les secteurs d'activités traditionnels : développer les financements alternatifs pour rendre les ETI moins dépendantes du financement bancaire, protéger et stabiliser les

incitations fiscales à la détention durable du capital et établir un climat de confiance avec l'administration.

Les futures collaborations DGCIS - Bpifrance

Deux axes principaux de collaboration entre les deux institutions :

- les études, grâce à la complémentarité des atouts des deux structures : les ressources en information, les compétences et leurs réseaux régionaux ;
- l'innovation, avec un champ d'action élargi, notamment les projets du Programme d'Investissements d'Avenir et des pôles de compétitivité.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : bpifrance.fr
et le quatre-pages de la DGCIS sur www.dgcis.gouv.fr

Contacts presse :

Bpifrance : Vanessa Godet : 01 41 79 84 33 et Delphine Peyrat-Stricker : 06 38 81 40 00
DGCIS : Murielle Pascal 01 79 84 33 25